



COMMUNIQUÉ DE PRESSE

FÉDÉRATION SUD ÉDUCATION

👉 WWW.SUDEDUCATION.ORG

✉ FEDE@SUDEDUCATION.ORG



Paris, le 1^{er} octobre 2026

LYCÉEN·NES MOBILISÉ·ES, ET RÉPRIMÉ·ES : TOU·TES À LEURS CÔTÉS LE 6 OCTOBRE !

Ce jeudi 1^{er} octobre, le mouvement lycéen continue de prendre de l'ampleur et de nombreux lycées sont mobilisés partout en France. Les élèves font face à une répression immédiate de la part des forces de l'ordre. Le gouvernement a décidé de réprimer leur contestation dans la violence : charges, matraquages, gazages, tirs de LBD, interpellations, gardes à vue... Tout est bon pour terroriser les lycéen·nes et écraser le plus rapidement possible le mouvement.

Leurs revendications sont claires : augmentation des moyens, rénovation du bâti scolaire, allègement des classes, lutte contre les discriminations (notamment racistes et sexistes), fin de Parcoursup, et réorganisation des emplois du temps rendus inhumains par la réforme Blanquer. Pourtant le ministère n'entend pas répondre aux revendications des lycéen·nes qui rejoignent d'ailleurs celles des personnels. En Conseil supérieur de l'éducation, il apporte tout son soutien aux chef·fes d'établissement et aux enseignant·es qui ont dû faire face à des violences, mais invisibilise celles subies par les élèves. Le mouvement des lycéen·nes est la conséquence d'une politique d'austérité qui dure depuis trop longtemps et contre laquelle les personnels et les élèves n'ont eu de cesse de se mobiliser notamment le 29 septembre dernier. Les seules réponses apportées ne sont que des diversions, comme la mise en place d'une "plate-forme" de concertation.

La violence exercée contre les lycéen·nes est inadmissible et SUD éducation dénonce la politique répressive de Nuñez qui touche particulièrement les élèves des quartiers populaires. Ces violences policières face à un mouvement lycéen nous rappellent que les populations des quartiers populaires racisées sont déjà plus contrôlées par la police au quotidien et davantage soumises à ces violences depuis longtemps.

Rappelons les faits, « les jeunes hommes noirs et arabes ont 20 fois plus de chances d'être contrôlés par la police et vivent des relations plus dégradées avec les forces de l'ordre » selon un rapport de la Défenseure des droits. De plus, on relève de nombreuses humiliations sexistes à l'encontre des lycéennes non blanches des quartiers populaires.

Les étudiant·es ont rejoint le mouvement et plusieurs universités sont également mobilisées, s'associant aux revendications lycéennes et réclamant davantage de moyens.

- **SUD éducation appelle tous les personnels à se mobiliser aux côtés des élèves par la grève et les manifestations, notamment lors de l'appel du 6 octobre porté par les organisations lycéennes et étudiantes.**
- **SUD éducation appelle également tous les personnels à ne pas donner cours en distanciel pour soutenir le mouvement lycéen.**